



digital.union@sonapresse.com

L'actu du web

Par I.M'B.

INNOVATION : LA 5G ADVANCED DANS LES STARTING-BLOCKS

Photo: DR

Pendant que vous vous demandez peut-être encore à quoi sert la 5G à part vider la batterie de votre smartphone, l'industrie prépare l'avenir. En juin 2024, le 3GPP, l'organisme qui établit les standards, les fonctionnalités et les spécifications des générations successives des réseaux mobiles, sortira la version 18 de la norme 5G. Elle correspond aux débuts de ce que l'on appelle la "5G Advanced", qui doit concrétiser, cette fois de manière très visible, toutes les promesses de la 5G. Avec des améliorations en matière de débit, de latence, de gestion du réseau et de consommation d'énergie. "La 5G Advanced représente un potentiel disruptif pour les réseaux, que les équipementiers et les opérateurs vont vouloir promouvoir", a déclaré Peter Jarich, le directeur de GSMA Intelligence, à l'occasion du MWC 2023. Les industriels s'étaient donné le mot pour faire du salon du mobile de Barcelone le coup d'envoi de cette nouvelle génération de la 5G. Il faut bien assouvir l'appétit de nouveauté des visiteurs.

LE BITCOIN REPART EN HAUSSE

Photo: DR/L'Union

Le Bitcoin opère un rebond depuis dimanche dernier. Mardi, il a encore fait un bon de plus de 9 %, dépassant la résistance des 24 000 dollars, et jusqu'à 26 500 dollars temporairement. Les volumes d'échanges sont supérieurs à ce que l'on avait pu connaître depuis le début d'année 2023. La capitalisation du Bitcoin est passée de 420 à plus de 500 milliards de dollars. Il y a quatre jours, son cours n'était que de 20 000 dollars, soit une hausse de plus de 24 % jusqu'à aujourd'hui. Mais le risque systémique n'est pas exclu.

LE BUZZ DE LA SEMAINE**Naufrage du "Esther Miracle" : arrestations, démission et révélations pour un surplace ?**Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

DE la colère, du traumatisme, des pleurs, une union nationale dans la douleur... Voici ce que laissent transparaître les commentaires sur les réseaux sociaux depuis que le navire de la compagnie Royal Cost a coulé au large de Libreville. Cependant, il n'y a pas trace de la moindre résignation : tout le monde réclame justice. Parents de victimes, rescapés et opinion publique... Tout le monde veut savoir qui sont les responsables et qu'ils aillent en prison. L'un des premiers à penser ainsi est un célèbre activiste gabonais sur Facebook. Selon lui, l'un des propriétaires aurait même connu la dangerosité de l'engin et demandé, malgré tout, à ses employés de repousser les réparations après le retour du bateau sur Libreville. Seul le travail de la justice gabonaise permettra de lever ou non ce conditionnel. Cependant, une question transpire au milieu de ces commentaires et autres posts : une proximité entre le pouvoir religieux et le



Photo: Jocelyn Abilla

Photos des disparus collées au mur, parents en larmes : fallait-il autant de tristesse pour réagir ?

politique aurait-elle poussé certains responsables de la compagnie maritime à agir imprudemment ? Une note est alors brandie, le 11 mars sur Facebook, pour étayer cette assertion. Elle explique que le délégué provincial du ministère des Transports attirait l'attention du DG sur les voyages de nuit. Sans suite. Mais concentrer son attention sur la navigation de nuit serait se détourner du vrai problème, estime D. Moussavou. "Le problème, ce n'est pas la navigation de nuit, mais plutôt le contrôle

et le suivi de ces navires par les armateurs et les autorités de régulation du transport maritime. Il y a eu, en l'espace de trois mois, plusieurs incidents portant sur les navires sans qu'aucune action concrète n'ait été engagée par les administrations compétentes". Raymond Ndong Sima, ancien Premier ministre, va en rajouter une couche : comment le Gabon qui est "membre de l'Organisation maritime internationale (OMI)" n'a pas pu mettre en place une coordination

entre "les spécialistes des arraisonnements des pêcheurs en mer (Marine nationale, Brigade nautique de Gendarmerie, ANPN, DGPA, etc.) et le ministère des Transports en charge de la Marine marchande (sic)" ? D'autant plus que "c'est déjà un problème qui avait favorisé le détournement dans nos eaux le 15 juillet 2013 du navire MT Cotton, un pétrolier battant pavillon maltais". Pendant ce temps, le ministre des Transports a bien remis sa démission et les activités de Royal Cost, propriétaire du navire Esther Miracle, ont été également suspendues jusqu'à nouvel ordre. Mais tout cela ne convainc pas grand monde. Certains pensent que cela ne changera rien.

Le blogueur Uriel Abaga écrit, mercredi passé : "Mais au fond qu'est-ce que ça change ? Tout le secteur du Transport est pourri comme ça. Grumiers surchargés, taxis en lambeaux, Sogatra et TransUrb surchargés, mais ça passe tranquillement. Tant qu'un drame ne se produit pas, ce n'est rien. Et même quand le drame se produit (...)"

Humeurs**GABON : TOUJOURS AGIR SELON LA POLITIQUE DU BOUTON SUR LE NEZ ?**Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

CETTE semaine, suite au naufrage tragique du navire "Esther Miracle", les internautes gabonais ont exprimé leur peur pour le devenir du Gabon, partant leur peur pour leur propre avenir. Si les Gabonais dénoncent depuis des années le fonctionnement des services publics (éducation, santé, démocratie, protection par les Forces de l'ordre, emploi, etc.), le secteur des transports est venu mettre à nu les défaillances et souffrances que les internautes relevaient naguère. Certes, quand on perd un parent dans un hôpital par faute d'une

prise en charge rapide ou adéquate, ce choc se vit dans l'intimité familiale, parfois aux côtés de voisins et connaissances de la personne décédée, car cas isolé. Quand un parent se saigne financièrement pour envoyer son enfant à l'étranger, à ses frais parce que le système public d'enseignement suffoque au rythme des grèves et des années académiques sans fin, là encore c'est l'enfant en exil pour les études et ses parents qui vivent cette peine dans l'isolement familial.

Le déraillement du train, suivi de l'interruption du trafic ferroviaire n'a pu être un cas à cacher. L'enclavement des provinces de l'Ogooué-Lolo et du Haut-



Photo: Wilfried MBINAH

Ogooué, les multiples pénuries ont été tellement criantes à l'échelle nationale que la situation est apparue comme un gros bouton sur le nez : impossible à cacher et obligeant dirigeants et décideurs à bouger. Le naufrage du navire "Esther Miracle", avec ses rescapés, ses morts et ses disparus est un autre

bouton sur le nez, impossible de cacher que notre Gabon souffre d'une triste réalité faite de défaillances, de jeux d'influence et de complaisances dans le domaine des affaires maritimes. Comme si la gestion et le développement du Gabon se faisaient selon la politique du bouton sur le nez.